

Table-ronde avec les représentants des candidats à l'élection présidentielle

6 avril 2017 - Salle Battant - Besançon

Document conducteur de la soirée

L'élection présidentielle 2017 est une étape cruciale pour l'avenir de notre pays, de l'Europe et du Monde. Malgré la déception due à des promesses non tenues, nous voulons encore croire à la parole et à l'action politiques.

C'est pour cela que nous vous adressons quelques-unes des propositions phares de nos organisations. Nous pensons que nos voix, si elles sont suffisamment exprimées, pourront être un rempart contre les lobbys en tout genre et une force pour aider la personne qui sera élue à servir le bien commun.

Nous n'avons pas l'ambition de construire un programme politique, mais il nous revient de faire entendre la voix des citoyens, d'interpeller ceux qui sollicitent leurs suffrages et de contribuer à éclairer les électeurs dans leur choix d'avenir.

Désormais **au XXI^e siècle, les citoyens sont bien conscients que leur avenir ne peut se considérer qu'à l'échelle planétaire** : le changement climatique en est une démonstration indiscutable, dont les solutions nécessitent une volonté et un engagement à l'échelle internationale, amorcés lors de la COP21 sous l'impulsion diplomatique de la France.

Cette conscience planétaire nous incite à porter **une attention toute particulière aux biens communs de tous les humains**.

Nous sommes mobilisés pour construire un monde démocratique, juste, équitable, solidaire et vivable. Ainsi, nous sommes convaincus :

1 - qu'il est possible de vivre bien sur notre planète, non pas les uns **contre** les autres mais **avec** les autres, dans la justice et la solidarité,

2 - qu'il faut mettre l'économie au service des peuples : les êtres humains et la nature ne doivent pas être au service de l'argent,

3 - que le respect des droits fondamentaux de chaque personne n'est pas une option mais une urgence pour toutes les femmes et tous les hommes partout dans le monde et que la paix est à ce prix.

La table-ronde est organisée par :



avec le soutien de :



Nous avons regroupé les propositions phares de nos associations en 3 thématiques : nous n'attendons pas nécessairement une réponse à chacune de nos propositions, mais nous vous appelons à exprimer la position du candidat que vous représentez, sur ces 3 thématiques et sur la base des propositions énoncées.

Thème I - DEMOCRATIE - CITOYENNETE - LUTTE CONTRE LES INEGALITES

*Poser la question des **biens communs**, c'est s'interroger non seulement sur les modes de développement et les modèles de société, mais également sur le fonctionnement actuel des démocraties :*

pas de vraie démocratie sans citoyens éclairés,

pas de vraie démocratie sans représentants politiques soumis à l'obligation de vérité,

pas de vraie démocratie sans garantie de la séparation des pouvoirs et sans ré-équilibre entre la logique verticale du pouvoir et une logique horizontale fondée sur la participation des citoyens.

pas de démocratie, sans une indépendance suffisante des politiques à tous les échelons vis-à-vis des puissances économiques et financières dont le lobbying s'exerce de façon permanente et très organisée.

Pas de démocratie sans la contribution des citoyens et de toutes les entreprises au financement du bien commun et des services publics par le paiement de l'impôt. Les citoyens n'acceptent plus les pratiques de fraude et d'évasion fiscale dévoilées par les Panama Papers, Luxleaks...qui font perdre au budget de la France plus de 100 milliards d'euros par an, portent atteinte à la souveraineté de l'État et creusent les inégalités.

Nos propositions :

1 - Justice :

- Assurer une véritable séparation des Pouvoirs et l'indépendance du Conseil Supérieur de la Magistrature : dans sa composition, les nominations...
- Donner les moyens du bon fonctionnement de la Justice.
- Rééquilibrer la Justice des mineurs avec priorité à l'éducatif.

2 - Citoyenneté :

- Soutenir toutes les associations d'Éducation Populaire : elles permettent aux individus de mieux comprendre les rouages de la société, de surmonter les mirages de l'individualisme et de faire le choix du vivre-ensemble.

3- Justice fiscale pour lutter contre les inégalités :

- Obliger les entreprises multinationales, à rendre publiques des informations sur leur activité et les impôts qu'elles paient dans chacun des pays où elles sont implantées, sans exception.
- Soutenir une harmonisation fiscale entre les pays européens, pour mettre fin au dumping fiscal entre les pays.
- Renforcer les poursuites pénales et les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Précisons que, du 1^{er} au 7 avril, un an après les Panama papers, se tient la semaine mondiale d'actions contre l'évasion fiscale.

Temps d'intervention imparti pour chaque candidat à la présidentielle, sur cette thématique : 6 min.

Thème II - TRANSITION ÉCOLOGIQUE, JUSTICE CLIMATIQUE, PROMOTION DE L'AGRICULTURE PAYSANNE

Le dérèglement climatique, déjà perceptible en France, est la cause de situations catastrophiques dans les pays du Sud les plus vulnérables : augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim, migrations climatiques..., sources de tensions graves qui déstabilisent le monde.

Agriculture et climat sont interdépendants :

- *le secteur agricole et agroalimentaire actuel est responsable pour 1/3 des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.*
- *Le dérèglement climatique réduit la fertilité des sols et, selon les Nations Unies, 600 millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim à l'horizon 2080 si rien n'est fait.*

L'artificialisation des productions, les excès d'intrants chimiques, les détournements des productions agricoles pour les agrocarburants détruisent l'environnement, réduisent les productions vivrières et sacrifient l'agriculture familiale pourvoyeuse d'emplois.

Les modèles agricoles dominants fondés sur l'agrobusiness et le libre-échange, sont inefficaces pour assurer la sécurité alimentaire et maintenir le réchauffement climatique à moins de 2°C comme les États s'y sont engagés. Notre addiction collective aux énergies fossiles est démesurée par rapport à l'urgence climatique et leur remplacement par les agrocarburants aggrave la déforestation et est une cause majeure d'accaparements de terres.

Nos propositions :

- Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels. Limiter leur taux maximum d'incorporation dans les carburants aux niveaux français (à moins de 7%) et européen afin de ne pas créer d'importation.
- S'assurer que les politiques de lutte contre les dérèglements climatiques préservent la sécurité alimentaire et n'entraînent pas d'accaparement de terres
- Soutenir en France, dans l'UE et au niveau international, l'agroécologie paysanne créatrice d'emplois, économe en eau, en intrants chimiques, respectueuse du climat et à même de nourrir la population mondiale.

Temps d'intervention imparti pour chaque candidat à la présidentielle, sur cette thématique : 6 min.

III - FAIRE RESPECTER LES DROITS HUMAINS EN FRANCE ET DANS LE MONDE

« La reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ». extrait du Préambule de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

Au nom de cette conviction :

nous refusons la politique migratoire actuelle dont l'échec est patent : des moyens financiers croissants sont mis en œuvre pour « sécuriser » et fermer les frontières aux migrants en quête de lieux pour vivre en sécurité pendant que le nombre de morts aux frontières ne cesse d'augmenter (5000 morts en Méditerranée en 2016). Pendant ce temps, de très nombreux citoyens font actes de solidarité avec les migrants, prouvant que d'autres modèles sont possibles.

Nous refusons que, dans les ateliers du monde où sont fabriqués les produits que nous achetons au quotidien, des ouvrières et ouvriers trouvent la mort comme dans l'effondrement du Rana Plaza (Bangladesh) qui a fait 1138 morts et plus de 2000 victimes en 2013.

Nous refusons l'abandon des populations des banlieues et des territoires ruraux qui peuvent conduire à la désespérance et/ou à la violence.

Nous refusons l'abandon des personnes en situation de fragilité ou les discriminations, en particulier des femmes.

Nos propositions :

1 - Pour une autre politique migratoire :

- assurer des voies de migrations légales, y compris humanitaires et offrir aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Suspendre les accords de Dublin, car les migrants doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent.
- réviser les politiques migratoires française et européenne pour garantir les normes de protection des demandeurs d'asile: abroger les accords du Touquet, suspendre l'accord entre l'UE et la Turquie, et ratifier la convention de l'ONU (1990) pour la protection des droits des travailleurs migrants et leurs familles.

2 - Obliger les entreprises multinationales à exercer leur devoir de vigilance pour que les droits humains et l'environnement soient respectés tout au long de leur chaîne d'approvisionnement et promouvoir cette obligation au niveau européen et international.

3- Reconnaître un État palestinien indépendant dans ses frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale coexistant pacifiquement à côté de l'État israélien (résolution 181 de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1947).

4- Inscrire la diplomatie française dans les travaux de l'ONU, programmés jusqu'à juillet 2017, pour élaborer un traité d'interdiction des armes nucléaires en vue de leur élimination.

5- Mener une politique des banlieues et des territoires ruraux au service de leurs habitants : police de proximité, éducateurs, refus des violences policières, habitat décent, réinstallation des services publics...

Temps d'intervention imparti pour chaque candidat à la présidentielle, sur cette thématique : 6 min.